



Convention sur la protection et
la promotion de la diversité
des expressions culturelles

Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture



Fonds international pour la diversité culturelle

Investir dans la créativité. Transformer les sociétés.

Les décideurs, les entrepreneurs et praticiens culturels des pays du Sud utilisent les investissements du Fonds international pour la diversité culturelle (FIDC) pour élaborer des politiques, développer des marchés et des possibilités de formation qui renforcent leurs industries culturelles.

Fonds international pour la diversité culturelle

Investir dans la créativité. Transformer les sociétés.

Section de la diversité des expressions culturelles
Division des expressions culturelles et du patrimoine
Secteur de la culture
UNESCO
1, rue Miollis - 75732 Paris
Cedex 15, France

Fax : +33 1 45 68 55 95
E-mail : IFCD.Convention2005@unesco.org
www.unesco.org/culture/fr/2005convention/

Copyright UNESCO 2012
Publié en 2012 par l'UNESCO

Rédactrice en chef : Danielle Cliche, Secrétaire de la Convention de 2005 sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles

Coordination : Reiko Yoshida, Section de la diversité des expressions culturelles, UNESCO

Rédaction et édition : Lisa Hiller-Garvey, Macarena Aguilar et Karen Ringuette, SmallWorldStories

Édition finale : Laurence Mayer-Robitaille, Francisco Gómez Durán, Rachel Isabelle Aquino et Denise Bax, Section de la diversité des expressions culturelles, UNESCO

Conception graphique : Maria José Ciller, SmallWorldStories

Imprimé par l'UNESCO

Les idées et les opinions exprimées dans cette publication sont celles des auteurs, elles ne reflètent pas nécessairement les points de vue de l'UNESCO et n'engagent en aucune façon l'Organisation.

Les désignations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'UNESCO aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

Index

INTRODUCTION		[4-5]
NOS DIX MEILLEURS RÉSULTATS		[6-7]
UN ENVIRONNEMENT FAVORABLE		
AFRIQUE DU SUD	Débloquer des fonds pour soutenir les industries culturelles en Afrique du Sud	[8-9]
CÔTE D'IVOIRE	Les industries créatives montrent la voie pour la paix et le développement	
MALI	Le gouvernement et la société civile sont déterminés à travailler ensemble pour la culture	[10-11]
KENYA	Révéler le potentiel des industries culturelles	
BURKINA FASO	Une étude explore la puissance culturelle	
MEXIQUE	Une ville mexicaine joue un rôle de soutien pour la Convention	[12-13]
TUNISIE	Des solutions en ligne revitalisent le secteur du livre	
LAO RDP	Mesures décisives prises pour nourrir la nouvelle créativité en RPD Lao	[14-15]
GRENADE	Une consultation nationale incarne l'élaboration transparente des politiques culturelles	
DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES		
ARGENTINE	Une école crée des opportunités professionnelles pour les jeunes Argentins	[16-17]
GUATEMALA	Une formation assure aux jeunes autochtones des opportunités d'emploi	[18-19]
SÉNÉGAL	Les artistes africains embrassent l'ère du numérique	
URUGUAY	Les jeunes dansent sur un rythme nouveau en Uruguay	[20-21]
TOGO	De nouvelles compétences ouvrent les horizons des artistes togolais	[22-23]
ARGENTINE	De jeunes talents alimentent une industrie cinématographique en plein essor	
CONGO	Soutenir une institution nationale vitale	
TCHAD	Professionnaliser le secteur culturel	[24-25]
SAINTE-LUCIE	La musique Steel Pan : pas qu'une simple forme d'art	
ACCÈS AUX MARCHÉS		
BÉNIN	Fair-play pour les musiciens béninois	[26-27]
TUNISIE	La nation prépare sa coopération culturelle	
MADAGASCAR	Rencontre avec les artistes du textile emblématique malgache	[28-29]
NAMIBIE	Apporter l'art à la population	
CAMEROUN	Construire un marché de l'audiovisuel au Cameroun	[30-31]
PÉROU	Les enseignants aident à promouvoir la richesse culturelle du pays	
MADAGASCAR	Les éditeurs conjuguent leurs efforts pour attirer des lecteurs dans tout le pays	
COOPÉRATION RÉGIONALE		
BANGLADESH	Le Forum inspire la Coopération culturelle Asie-Pacifique	[32-33]
NIGER	Les arts du spectacle vont de l'avant	
SÉNÉGAL	Les diplômés de YAKAAR stimulent le secteur des arts du spectacle ouest-africain	[34-35]
BURKINA FASO	Une bouffée d'air frais pour le théâtre contemporain africain	
CUBA	Une étude importante lève le voile sur le « Cinéma Invisible » d'Amérique latine	[36-37]
KENYA	Un séminaire de sculpture sur pierre influence la politique	
LISTE DES PROJETS FINANCÉS PAR LE FIDC EN 2010 ET 2011		[38-39]

Investir dans la créativité. Transformer les sociétés.

Il est facile de comprendre pourquoi les films, les livres, la musique et d'autres biens et services culturels sont reconnus par la communauté internationale comme étant plus que de simples produits. Alors qu'ils ont une valeur économique certaine, ils enrichissent nos vies à bien des égards. Bien qu'importantes, les industries culturelles sont souvent fragiles dans les pays confrontés à des défis de développement.

Un manque d'infrastructures et de possibilités de formation signifie que les artistes, les professionnels et entrepreneurs culturels ont du mal à accéder aux marchés nationaux, et encore moins aux marchés internationaux. Localement, ceci signifie que la créativité des artistes de la région n'est pas nourrie et les bénéfices des industries culturelles restent souvent non réalisés, alors que dans le monde, la diversité des activités, biens et services culturels ainsi que les choix des citoyens sont compromis.

Partout dans le monde, les pays prennent de plus en plus conscience du potentiel qu'ont les industries culturelles à devenir les pilotes du développement durable. L'exploitation de cette ressource nécessite l'innovation et la créativité de tous les intervenants pour produire et partager les biens et services culturels variés du pays : les fonctionnaires, les artistes, les producteurs, les commerçants, la société civile et la communauté internationale. Depuis 2010, **le Fonds international pour la diversité culturelle a investi dans des solutions créatives qui renforcent cette chaîne de valeur culturelle**. Les investissements prennent racine parce que les pays concernés en ont la maîtrise et les dirigent. Ils sont conçus pour susciter des changements durables parce qu'ils sont orientés pour entraîner des effets structurants. Grâce aux donateurs, environ 3 millions de US\$ ont été versés pour financer 48 projets dans 36 pays en développement dans le monde.



© istockphoto.com

Créer un environnement favorable pour la créativité

Les gouvernements et la société civile sont appuyés par le Fonds pour élaborer les bases nécessaires afin que leurs secteurs culturels se développent. Ceci comprend l'acquisition des connaissances et des compétences qui permettront de façonner les politiques, les systèmes et les cadres juridiques nécessaires. Ceci implique également la promotion d'une plateforme pour le dialogue et une meilleure coopération internationale.

Développer des compétences

L'expérience montre qu'une formation inadéquate des artistes et des professionnels culturels est souvent un obstacle à la croissance de l'industrie et à la compétitivité, réduisant le potentiel des expressions culturelles et réduisant les chances pour les nouveaux artistes de se démarquer et ainsi émerger à la lumière. Le soutien du FIDC pour le perfectionnement des compétences est essentiel, allant du soutien d'ateliers intensifs à l'établissement de programmes et de grands centres de formation.

Développer l'accès aux marchés

Les professionnels et entrepreneurs culturels travaillent avec nous pour mieux comprendre et développer leurs réseaux, leurs infrastructures et leurs marchés. Le FIDC encourage également les nouveaux entrepreneurs culturels à entrer dans la chaîne de valeur et à la rendre durable.

Coopération régionale

Par le biais du FIDC, les pays et les personnes du sud comme du nord deviennent des partenaires égaux. Le FIDC est un exemple de coopération régionale et internationale qui soutient les pays en développement pour élargir l'infrastructure et les compétences nécessaires à la création de marchés intérieurs durables et pour assurer que les biens et services culturels atteignent les marchés régionaux et internationaux, enrichissant la vie de tous les citoyens.

Au sujet de cette publication

Cette publication met l'accent sur certaines réussites captivantes du FIDC à ce jour. Il s'agit d'une compilation d'histoires présentées dans notre bulletin électronique et est destinée à nos partenaires gouvernementaux et non gouvernementaux, considérés comme des intervenants essentiels pour le succès du FIDC. Ces partenaires fournissent des fonds pour travailler sur des préoccupations communes globales et vu qu'ils disposent de compétences particulières, ils servent des objectifs communs. Le FIDC est entièrement consacré aux efforts collectifs de nos partenaires. Nous espérons que ces histoires inspireront davantage des investissements dans le domaine de la créativité, car le Fonds a clairement le pouvoir de transformer les sociétés.



Nos dix meilleurs résultats

© Leandra Jasa

Grâce à nos donateurs, le FIDC a versé environ trois millions US\$ depuis 2010 pour financer 48 projets dans 36 pays en développement dans le monde. Les dix meilleurs résultats sont, à ce jour, très prometteurs. Les projets financés par le FIDC ont:

1

Développé des **partenariats productifs** avec 17 organismes gouvernementaux et 31 organisations non gouvernementales en Afrique, dans les États arabes, en Asie, en Amérique latine et dans les Caraïbes ainsi qu'en Europe du sud-est pour introduire des politiques, renforcer les capacités professionnelles et les structures organisationnelles, et promouvoir les industries culturelles.

2

Aidé de nombreux pays à élaborer des mesures et politiques culturelles efficaces. Le processus de **prise de décision** devient plus **transparent** grâce à l'engagement de la société civile. Par le biais de processus fondés sur les preuves et grâce à la participation d'un large éventail de parties prenantes, les politiques sont le fruit de réflexions éclairées et sont conçues localement.

3

Aidé des milliers de professionnels et des entrepreneurs culturels à bénéficier de formations pour améliorer leurs compétences en **gestion commerciale** et **technique** ainsi que leur compréhension des nouvelles technologies.

4

Introduit de nouveaux **modèles d'affaires** et de **nouvelles technologies** ainsi que des réseaux de distribution renforcés et des ressources créatives consolidées, aidant les entrepreneurs culturels à accéder aux marchés nationaux et internationaux ainsi qu'à devenir plus visibles et plus compétitifs.

5

Offert la possibilité aux peuples autochtones, aux femmes et aux jeunes d'être impliqués dans la production d'activités, de biens et services culturels, de s'exprimer, ainsi que de développer leur estime de soi et de créer une meilleure **cohésion sociale**.

6

Aidé les gouvernements et la société civile à mieux comprendre et à mieux connaître le rôle de la culture en tant que moteur du **développement durable** pour leur développement national.

7

Construit une **coopération intersectorielle** entre les différents ministères et entre les gouvernements et la société civile par le biais de réunions et plateformes interactives dans de nombreux pays.

8

Encouragé une **coopération régionale** pour renforcer les industries culturelles notamment en Afrique et en Amérique latine. Tout en étant à des micro-niveaux, certains des responsables de projets du FIDC dans le monde sont maintenant connectés et collaborent les uns avec les autres.

9

Aidé la société civile et les gouvernements à créer des studios et des centres où les artistes peuvent travailler, apprendre et **accéder aux marchés locaux, nationaux, régionaux** et même **internationaux**.

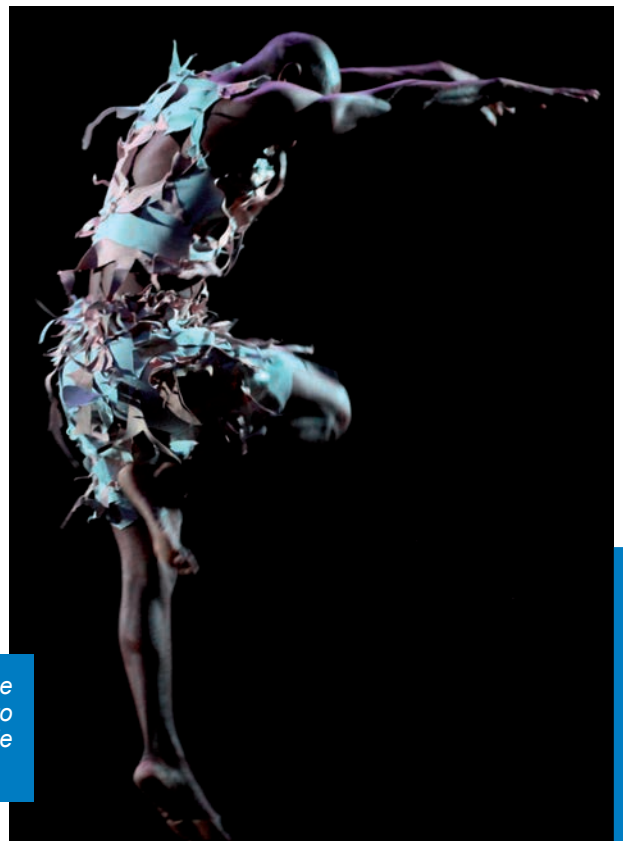
10

Fait la promotion de la **Convention de 2005**, qui est maintenant mieux comprise et devient plus visible dans de nombreux pays.

Débloquer des fonds pour soutenir les industries culturelles en Afrique du Sud

Organisation à but non lucratif favorisant les partenariats dans le domaine des arts, Business and Arts South Africa (BASA) a reconnu que les praticiens, les organisations et les entreprises dans ce domaine avaient besoin de meilleurs outils pour soutenir les arts. Pour y répondre, BASA a mis au point un projet de parrainage des arts et un kit pédagogique pour permettre au milieu des affaires et aux industries culturelles de développer des relations avantageuses et durables.

La performance "Inside" de Muzi Shili, chorégraphe de la compagnie de danse sud-africaine "Moving Into Dance Mophatong". Interprétée en 2011 pendant le festival Dance Umbrella de Johannesburg.



Pour les entreprises qui envisagent investir dans les arts, le kit pédagogique fournit un guide méthodologique ainsi que des exercices complémentaires. Michael Goldman, créateur du kit pédagogique, a expliqué : « il vise à développer les capacités d'une entreprise à planifier, gérer et mettre en œuvre des parrainages plus efficaces dans l'art ».

Maître de conférences au Gordon Institute of Business Science de l'Université de Pretoria, M. Goldman a déclaré que des pratiques de gestion de parrainage améliorées « peuvent fournir à une entreprise un ensemble de fonctionnalités distinctes qui offre un avantage concurrentiel supplémentaire ».


Lors d'une série d'ateliers en mai 2012, le kit pédagogique a été présenté aux petites, moyennes et grandes entreprises à Johannesburg, Durban, Port Elizabeth et Cape Town. Plus de 100 personnes ont participé aux ateliers. « C'était un exercice très bénéfique », a commenté le responsable Marketing Desiree Poee, « et nous sommes impatients de contribuer pour le plus grand bénéfice de l'industrie ».

C'est la première fois qu'il est proposé aux entreprises un moyen d'exploiter activement leurs relations avec les arts en Afrique du Sud. À Capvest Wealth Management, Tim Roberts a affirmé : « j'ai trouvé les idées suggérées par Michael très utiles, et j'ai hâte d'utiliser le kit pédagogique de l'atelier » pour soutenir le secteur de l'art.

La recherche d'Artstrack parrainée par BASA a révélé une croissance de 5 % des financements de l'art depuis 2009, grâce notamment à la promotion faite par BASA. La recherche sera reconduite en 2014 et inclura des questions sur l'efficacité du kit pédagogique. Le projet a également produit un rapport de planification initiale sur le financement des arts par le secteur privé en Afrique du Sud, comme première étape de la création du kit.

BASA souhaite aussi mettre en œuvre un document de politique qui stimulerait les aides fiscales pour les arts, créerait des infrastructures et améliorerait l'accès au financement. L'organisation va continuer à faciliter la mise sur pied d'ateliers régionaux pour améliorer les parrainages dans le domaine des arts tel que celui qui s'est tenu au Zimbabwe en mai 2012.

L'importance accordée à l'art dans la société a été renforcée par ce projet, et le partenariat commercial a été facilité et encouragé. Le but de BASA est de dynamiser le développement durable et de réduire la pauvreté en soutenant le développement des compétences des artistes et des entreprises grâce à des partenariats complémentaires.



BASA a mis au point un projet de parrainage des arts et un kit pédagogique pour permettre au milieu des affaires et aux industries culturelles de développer des relations avantageuses et durables

Lucy Weyburn de la célèbre entreprise Spire Wine Estate a déclaré : « Le kit pédagogique est révolutionnaire et fera toute la différence alors que nous préparons les budgets de marketing pour cette année. Nous croyons au soutien des arts et sommes maintenant en mesure de fournir une approche plus rigoureuse dans ce domaine ».

Les industries créatives montrent la voie pour la paix et le développement

Alors que la **CÔTE D'IVOIRE** se remet d'un conflit récent, le rôle de la culture et le potentiel des industries culturelles dans la reconstruction de ses secteurs économiques et sociaux sont largement reconnus, surtout dans la communauté de Yopougon, la plus grande zone urbanisée et industrialisée du pays, connue pour son centre culturel.

Avec le soutien du FIDC, le Conseil municipal de Yopougon a commandé l'élaboration d'une stratégie visant à maximiser les possibilités des activités culturelles pour accélérer la croissance et l'emploi dans la communauté de Yopougon. Ce travail a consisté à faire un inventaire complet des capacités existantes et à établir une cartographie des zones prioritaires pour les investissements. Le projet a atteint un sommet lorsque le ministère de la Culture et de la Francophonie a décidé de faire de Yopougon l'épicentre du développement de la musique en Côte d'Ivoire et s'est engagé à mettre en place l'infrastructure nécessaire pour renforcer l'industrie de la musique.

Le gouvernement et la société civile sont déterminés à travailler ensemble pour la culture

Une initiative de l'organisation non gouvernementale, Acte SEPT, encourage une plateforme sur le dialogue culturel entre le gouvernement et la société civile au Mali. Un congrès national organisé par l'ONG a rassemblé quelques 370 acteurs culturels maliens pour discuter de la mise en œuvre de la *Convention de 2005 de l'UNESCO sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles*.

Ayant ratifié la Convention en 2006, il restait pour le Mali à se familiariser avec elle afin de pouvoir se l'approprier. Pour l'aider dans cet exercice, Acte SEPT a organisé ce congrès à Bamako en avril 2012, impliquant des membres d'organisations culturelles, des représentants du gouvernement et divers délégués régionaux. La société civile malienne et les gouvernements locaux ont ensuite élaboré un plan d'action et pensé des activités qui appuieront une prise de décision plus transparente

et créeront des opportunités plus équitables pour les artistes locaux.

Mahamadou B. Touré, Président du Patrimoine matériel et immatériel de la coalition régionale de Gao, a déclaré que le congrès était le premier du genre. « Il a rassemblé tous les Maliens et toutes les Maliennes du domaine de la culture ... Ils sont informés et ils affirment leur volonté et leur engagement à participer

à la mise en œuvre de la Convention dans le pays », a-t-il expliqué.

Lors de cette réunion, les représentants de huit régions et d'un district ont débattu sur divers sujets et ont établi des coalitions régionales pour la diversité culturelle, dans lesquelles la société civile pourra jouer un rôle plus important.

Toujours dans le cadre de cet événement, les participants se sont mis d'accord sur les règles procédurales et sur un plan d'action national pour la Coalition malienne pour la diversité culturelle (CMDC) ; la CMDC est une organisation qui permet aux artistes et professionnels culturels de joindre leurs efforts pour promouvoir la diversité des expressions culturelles.

Suite à cet événement, d'autres réunions ont eu lieu dans cinq régions, qui ont abouti à l'élaboration d'une liste d'exigences pour le développement de politiques culturelles dans les régions. Yusuf Goundiam, Président de l'Organisation dans la Coalition régionale de Ségou, a déclaré : « Le projet m'a permis de sortir de mon isolement au niveau local ».

5 000 copies de la Convention, traduite en Bambara – la langue locale – ont été distribuées gratuitement. Un récit sur cassette audio et sur CD du texte de la Convention a aussi été produit comme un moyen novateur pour sensibiliser davantage au sujet de la Convention.

En diffusant la Convention à grande échelle, le Mali a encouragé une meilleure compréhension dans le secteur culturel et au sein de la société civile. Ceci a aussi amélioré la compréhension quant à la manière de concevoir des politiques culturelles locales et des infrastructures qui permettent la création, la production et la distribution d'œuvres culturelles.

Le Président d'Acte SEPT, Adama Traoré, a déclaré qu'apprendre ce qu'est la Convention a fourni aux participants une base de travail concrète. « Le cœur de cet engagement se traduira en plan d'action à réaliser par chaque coalition régionale, » a-t-il expliqué.

La société civile malienne et les gouvernements locaux ont élaboré un plan d'action et pensé des activités qui appuieront une prise de décision plus transparente et créeront des opportunités plus équitables pour les artistes locaux

Révéler le potentiel des industries culturelles

Le **KENYA** est souvent appelé « Afrique dans un microcosme », représentant la source d'inspiration de nombreux best-sellers et films internationaux. Cependant, le manque d'infrastructure et de formation empêche d'en savoir davantage sur l'éventail des industries culturelles du Kenya. L'African Cultural Regeneration Institute a réalisé une cartographie des industries culturelles du pays pour l'ensemble de ses 47 comtés. Les données portent sur la taille du lieu, la dimension économique, le type et l'étendue des industries culturelles. Ces statistiques aideront le gouvernement et les intervenants à planifier leurs investissements et la formation pour aider à réaliser pleinement le potentiel des industries culturelles au Kenya.

Une étude explore la puissance culturelle

Le **BURKINA FASO** est en voie de devenir une puissance culturelle en Afrique, s'exprimant par la musique, l'architecture, la danse, les arts visuels, les métiers artistiques et le design. Le ministère de la Culture et du Tourisme a récemment terminé une étude nationale sur le rôle du secteur culturel dans le développement économique et social. L'étude a impliqué plus de 400 personnes, a révélé que le secteur représente 2 % du PIB national et qu'il a un énorme potentiel de croissance. L'étude a formulé des recommandations pour faire croître ce secteur prometteur et créateur d'emplois, si indispensables pour une forte proportion de la population qui vit en dessous du seuil de la pauvreté.

Une ville mexicaine joue un rôle de soutien pour la Convention

Le Mexique bourdonne de créativité. Sa scène artistique en est la preuve, avec des artistes qui foisonnent et qui se développent dans ce pays d'une incroyable diversité. L'innovation et la recherche en art sont courantes et le potentiel économique est de plus en plus reconnu avec des industries culturelles qui représentent aujourd'hui 6,7 % de son PIB. Si le Mexique souhaite développer ce secteur, il est crucial de faire en sorte que la *Convention de 2005 de l'UNESCO sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles* soit transposée au niveau du pays.

L'Hôtel de Ville de Toluca au Mexique s'est associé à un réseau de professionnels culturels âgés de moins de 40 ans, connus sous l'appellation U40. Ensemble, ils ont organisé la première série de réunions jamais réalisées dans le pays pour promouvoir et échanger sur la *Convention de 2005 de l'UNESCO*. Les événements animés ont déclenché une série impressionnante d'actions dans tout le pays.

Ouvert au public, l'événement a attiré 650 personnes de neuf régions mexicaines et de 14 pays différents. Par des ateliers, des activités artistiques, des présentations et de nombreux débats, l'événement a aidé les participants à comprendre le contenu et les objectifs de la Convention ainsi que le rôle à jouer par les différentes parties prenantes. Cet événement a impliqué des professionnels de la culture mexicains, des politiciens, la société civile, des représentants des peuples autochtones et le public.

Les participants ont partagé leurs meilleures pratiques et leurs défis au niveau local. JP Sauvé, un participant U40 d'Amérique, a déclaré : « En se concentrant sur les politiques locales appuyant la diversité des expressions

culturelles, les présentations officielles ont permis aux participants de comprendre comment les objectifs de la Convention de 2005 sont incorporés dans l'action gouvernementale locale du Mexique, que ce soit au niveau de l'Etat ou de la ville. »

L'innovation et la recherche en art sont courantes et le potentiel économique est de plus en plus reconnu avec des industries culturelles qui représentent aujourd'hui 6,7 % de son PIB

L'événement a produit des résultats importants : la ville de Los Reyes a adopté une loi soutenant le développement culturel et les participants ont soumis comme guide pour des actions futures, des propositions concrètes pour répondre aux besoins locaux et à ses points forts. Une

nouvelle base de données des organisations culturelles nationales a été développée ; elle facilite désormais la mise en réseau et la collaboration. Un réseau U40 a aussi été créé dans tout le Mexique.

Luanda Smith, une professionnelle culturelle du Mexique, a déclaré que l'événement l'avait aidée à comprendre les politiques culturelles et à les partager facilement avec ses pairs et même avec les décideurs. Elle faisait partie des participants qui ont créé l'organisation non gouvernementale « Association Culturelle et Créativité Mondiale ». Ils ont commencé à travailler avec l'Université de Veracruz, la plus grande université de l'Est du Mexique. « Aujourd'hui, nous avons des conférences sur la Convention et nous menons une étude statistique visant à identifier les perceptions culturelles auprès des universités, soit environ 15 000 personnes », a-t-elle expliqué.

L'organisation a également mis sur pied la Section internationale de la coopération culturelle à l'Institut culturel de Veracruz, dans le but de promouvoir la diversité des expressions culturelles et d'aider les artistes à entrer en contact avec leurs pairs dans le monde entier.

Des solutions en ligne revitalisent le secteur du livre

La promotion des livres tunisiens sur les marchés locaux et internationaux fait partie des priorités de l'agenda du ministère de la Culture. Cette politique répond à l'approche novatrice de la **TUNISIE** depuis 2000 qui consiste à tirer profit des industries culturelles pour servir le développement du pays.

En partenariat avec l'Union tunisienne des éditeurs, le ministère a lancé un site Web où près de 1 500 livres tunisiens sont présentés et promus. Grâce au projet, les lois et les procédures nécessaires ont également été mises en place pour mettre un terme au piratage et aux violations du droit d'auteur. Officiellement présenté le 8 novembre 2012, le nouveau site Web fait la promotion de livres tunisiens par l'intermédiaire de l'Internet, ainsi que par des ateliers et sera présenté au cours de la Foire annuelle du livre de la Tunisie.

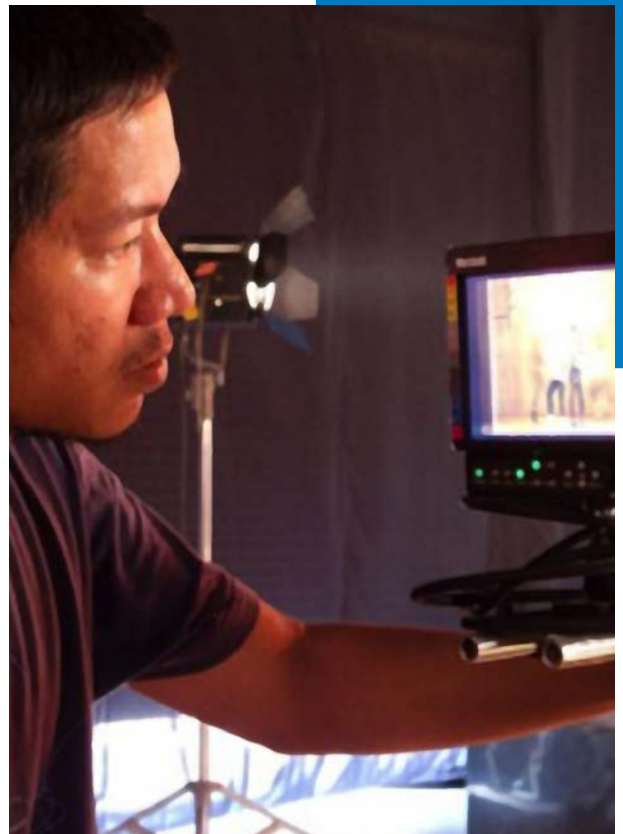
Des expressions contemporaines comme celles-ci profitent des efforts de l'hôtel de Ville de Toluca et du réseau U40 pour la promotion de la Convention de 2005.




Mesures décisives prises pour nourrir la nouvelle créativité en RPD Lao

Depuis les années 80, les laotiens ont de plus en plus accès à d'autres influences culturelles. Les cafés Internet sont à présent dans les grandes villes et sont populaires auprès des jeunes. Alors que les arts traditionnels sont largement appréciés et continus à jouer un rôle important pour les valeurs et l'identité nationales, de nouvelles formes d'expression créative fleurissent et gagnent en popularité.

La peinture laotienne contemporaine montre que les artistes ont amélioré leurs techniques, leurs vidéos musicales mélangent le traditionnel et le moderne alors que les jeunes cinéastes font revivre le cinéma local dans un mouvement inspiré des Thaïlandais et des Coréens appelé la « Nouvelle Vague du cinéma du Laos ». Tout en étant prometteuses, les industries culturelles en gestation en RPD Lao manquent toujours de reconnaissance. Le fruit des efforts de nombreux contributeurs dans ce domaine est bien maigre et le potentiel économique de ce secteur naissant commence seulement à être compris.



Le directeur de la photographie de la compagnie de production LNWC cadre une prise de son dernier film, une comédie romantique « Hak Aum Lum ». La créativité fleurit en RPD Lao. Les responsables du gouvernement font appel au soutien du FIDC pour comprendre comment la Convention de 2005 peut aider à nourrir leurs industries créatives grandissantes.



Les responsables, décideurs, entrepreneurs et praticiens culturels ont tous un rôle à jouer pour donner vie à la Convention

En 2007, le Gouvernement a ratifié la *Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles*. Cet accord historique permet aux gouvernements d'encourager les industries culturelles nationales de sorte que les personnes puissent créer, diffuser et apprécier les biens et services culturels.

Les responsables, décideurs, entrepreneurs et praticiens culturels ont tous un rôle à jouer pour donner vie à la Convention. Pour mieux comprendre leurs rôles, la Commission nationale Lao pour l'UNESCO a organisé en 2012 un séminaire sur la Convention pour les responsables gouvernementaux. Avec le soutien du Fonds international pour la diversité culturelle de l'UNESCO (FICD) et le bureau de l'UNESCO à Bangkok, plus de 30 participants issus de cinq ministères ont pris part à ce séminaire.

Vanessa Achilles du bureau de l'UNESCO à Bangkok y participait aussi. « Le Séminaire en mars a rassemblé pour la première fois des responsables de différents ministères, » rapporte-t-elle. « Peu d'entre eux connaissaient la Convention et sur trois jours ils ont appris ses principes de base. »

Un effort de suivi comprenait une étude de base jamais réalisée sur les industries culturelles laotiennes, financée par le Fonds-en-dépôt de la Corée (KFIT). L'étude doit être publiée prochainement. Il est anticipé que les résultats clés de ce rapport novateur montreront que plus de personnes qu'on ne le pensait sont impliquées dans les industries culturelles nationales et qu'il y a un besoin urgent en développement des ressources humaines dans un pays où il y a peu d'universités formelles et aucun cours de formation technique.

Comme Mme Achilles l'affirme, « Lancer cet effort au séminaire signifiait que les responsables gouvernementaux comprenaient ce que l'étude essayait de réaliser et que le projet était bien reçu. »

Après le Séminaire et le lancement de l'étude, les

prochaines initiatives seront de s'assurer qu'une structure sera mise en place pour la Convention en RPD Lao afin de coordonner les efforts. Il sera aussi important de continuer à apporter tout soutien aux responsables gouvernementaux sur la Convention, tout en connectant le gouvernement au secteur privé ce qui aidera à identifier les besoins et les méthodes progressives, dit Mme Achilles.

Créer de nouvelles formes d'expression culturelles en RPD Lao est une idée naissante. « Les arts traditionnels peuvent se développer par de nouvelles formes d'expression. Le Japon et la Corée l'ont tout deux démontré et la RPD Lao ne peut tirer que le plus grand profit du soutien de ce domaine potentiellement dynamique, » a-t-elle ajouté.

Une consultation nationale incarne l'élaboration transparente des politiques culturelles

Calypso, reggae, carnivals, contes et une scène de rap en pleine effervescence sont quelques-unes des industries culturelles qui rendent **GRENADE** si célèbre. Conscient que le pays gagnerait à soutenir ces industries, le gouvernement a récemment lancé une consultation nationale avec la société civile pour élaborer la première stratégie de politique culturelle nationale et sa mise en œuvre. Grâce à des campagnes de sensibilisation du public et à des réunions en mairie dans cinq des sept paroisses du pays, le gouvernement a sollicité l'avis de tous les intervenants et s'est activement engagé à élaborer des politiques transparentes. La politique rédigée reflète les préoccupations et les intérêts des intervenants, tout en intégrant la culture dans tous les secteurs de la politique : éducation, économie, santé, environnement, sciences humaines et sociales, communication et cohésion sociale. Une telle politique fondée sur les besoins de chacun est un pas dans la bonne direction pour une mise en œuvre efficace afin de réaliser les objectifs initialement fixés.

Une école crée des opportunités professionnelles pour les jeunes Argentins

Avec une tradition riche et variée de musique, danse, théâtre, cinéma, littérature et design, les industries créatives fleurissent en Argentine. Ce secteur dynamique emploie quelques 300 000 personnes et représente 3,5% du PIB du pays. Alors que la demande du marché en praticiens qualifiés est aussi en augmentation, de nombreuses jeunes personnes talentueuses trouvent qu'il est difficile de percer dans ce domaine.

La scénographe en herbe, Diana Caraballo explique : « Il est très rare pour des artistes de trouver des opportunités de formation et de développement abordables qui soient pratiques. » Elle a eu de la chance d'avoir récemment terminé un cours de scénographie et de couture d'une nouvelle école professionnelle pour les arts de la scène à La Plata (à l'extérieur de Buenos Aires).

L'école a été instituée par la Fundación Teatro Argentino de la Plata, une organisation non gouvernementale nationale (ONG) travaillant pour apporter les arts de la scène à un public plus large. En 2011, avec le soutien du Fonds international pour la diversité culturelle (FIDC) de l'UNESCO, la Fondation a créé une école dans le Théâtre d'Argentine. Son but est de développer les

compétences des jeunes et des adultes sans emploi en leur enseignant les techniques théâtrales et de production à un coût minimum.

Le programme de placement et de formation professionnelle de l'école aide les étudiants à obtenir un stage et déjà de nombreux diplômés ont trouvé un emploi dans les institutions des arts de la scène

Le projet soutenu par le FIDC impliquait d'établir des critères de sélection des étudiants, des procédures et des cours d'une année intensive en scénographie, aidant à répondre à la demande du marché en compétences créatives et en expertise. Les modules comprenaient l'audiovisuel, la stratégie de communication, la gestion de la scène, la performance d'acteur et l'écriture créative. L'Institut Culturel de Buenos Aires y fut intégré pour développer en commun quatre ateliers des arts de la scène enseignés par des experts renommés internationalement, surtout de l'organisation de l'Opéra d'Amérique Latine. Les cours comprenaient la sculpture, la menuiserie et les accessoires, la scénographie et l'espace, la création de l'éclairage, la coiffure et le maquillage. 586 étudiants ont terminé le programme lors de la première année, y compris Diana Carabello.

Pour cette dernière, « Le point fort de cette formation d'une année fut la demande que j'ai reçue d'une société d'événementiel pour créer ses costumes. » À présent, avec certains de ses compagnons d'études, Diana a créé une ONG des arts appelée *Almenara*. Selon elle, « c'est génial car nous recevons aussi de l'aide pour trouver un emploi dans les secteurs culturels ».

Le programme de placement et de formation professionnelle de l'école aide les étudiants à obtenir un stage

et déjà de nombreux diplômés ont trouvé un emploi dans les institutions des arts de la scène en suivant le cours. Pendant ce temps, en formant un partenariat avec le Programme des Entrepreneurs Indépendants du Ministère du Travail (IEP), de plus en plus de diplômés ont créé leurs entreprises y compris une galerie d'art et une entreprise d'édition. Avec le soutien du secteur privé, des étudiants ont aussi présenté des expositions et pris part à des salons de l'emploi. De plus, l'école développe des contacts avec d'autres pays d'Amérique Latine. Des liens ont été créés avec des institutions similaires dans la région avec des étudiants de la Colombie, du Chili, du Brésil, de l'Équateur, du Pérou et de l'Uruguay ayant participé à certaines des formations. Un réseau a aussi été développé pour vendre les œuvres des étudiants, dont les profits reviennent aux artistes et à l'école.

Avec le soutien du FIDC, la création de l'école professionnelle du Théâtre d'Argentine a élargi le panel d'individus talentueux dans les industries créatives et développé des compétences et opportunités pour la jeunesse et les adultes sans emploi. Une bourse de 200 000 US\$ du Ministère du Développement Social a depuis été investie dans les installations de l'école. À travers son réseau d'acteurs locaux, régionaux et internationaux, le projet va continuer à nourrir la créativité au cours des prochaines années.

En photo une robe créée par Gisela Ponce, qui a suivi le Cours de Costumière en 2012 sous la direction du professeur Gonzalo Giachino.



GUATEMALA

Instituto de Relaciones Internacionales e Investigaciones para la Paz (ONG)

Financement du FIDC : 97 744 US\$

Une formation assure aux jeunes autochtones des opportunités d'emploi

Un nouveau centre de formation audiovisuelle a aidé les jeunes autochtones du Guatemala à trouver des emplois dans l'industrie culturelle. L'IRIPAZ (Instituto de Relaciones Internacionales e Investigaciones para la Paz), organisation à but non lucratif guatémaltèque, a initié ce projet pour les peuples autochtones, et le Fonds international pour la diversité culturelle de l'UNESCO a appuyé cette entreprise.

Une des étudiantes réalise une prise de vue.



En partenariat avec l'Université de San Carlos (USAC), le projet a développé un centre de formation et un stage audiovisuel à l'USAC. Par ce projet, des participants autochtones mayas, garifunas et xincas ont acquis des compétences en matière de production audiovisuelle, de rédaction de script, de direction de film, d'éclairage et de photographie, de cadrage, d'édition et de postproduction. Ils ont aussi acquis des connaissances sur les droits culturels des peuples autochtones, l'égalité des genres et le renforcement des capacités communautaires. Des stages chez TV Maya ont offert aux étudiants une expérience pratique. Le centre de formation continue à organiser de courts ateliers gratuits sur les communications audiovisuelles interculturelles.

Les diplômés du centre de formation embrassent des carrières de directeur graphique de la télévision, mobilisateur culturel communautaire et animateur culturel au Ministère de la Culture. Les équipes artistiques autochtones produisent aussi des courts métrages et des vidéoclips sur leurs cultures et les partagent sur l'Internet et les médias sociaux. La télévision locale exploite à présent leurs productions audiovisuelles alors que certains étudiants ont déjà démarré leur propre entreprise de communication.

Les groupes autochtones font partie du riche mélange des cultures du Guatemala et représentent environ la moitié des 14 millions d'habitants du pays. Malgré cela, ils font face à des difficultés dans le domaine de la création, la production, la diffusion et l'appréciation de leurs diverses expressions culturelles.

Nik'te Fernández Saquick était l'une des 27 participants à l'effort de formation audiovisuelle. La Maya de 19 ans a dit de son expérience : « J'ai appris à regarder la vie sous un angle différent et à utiliser les chaînes autour de moi pour raconter mes histoires ». Nik'te est une des membres de l'équipe artistique maya nouvellement formée qui tient

aussi un blog vidéo et produit un message vidéo pour sensibiliser les jeunes à la culture.

Grâce à ce projet, les étudiants ont produit de manière remarquable le premier film à être jamais réalisé par des Guatémaltèques autochtones appelé *Destinos Cruzados*. Le film a été projeté au Festival du Film au Guatemala en septembre 2012. Entre temps, une version plus longue incluant cinq morceaux musicaux est en cours de préparation.

Grâce à ce projet, les étudiants ont produit, Destinos Cruzados, le premier film à être jamais réalisé par des Guatémaltèques autochtones

Le participant Carlos Arana produit à présent des clips musicaux et vidéo avec d'autres membres garifunas. Le DJ populaire a mentionné que sa « communauté tire grandement profit du secteur audiovisuel. Pour le moment nous nous concentrons sur la musique, car c'est le média que nos ancêtres utilisaient pour promouvoir notre culture. Mais dans le futur, nous voulons aussi faire des documentaires pour aider nos enfants et nos jeunes à apprendre d'où ils viennent, où ils sont et où ils vont. »

La mobilisatrice communautaire xinca Claudina De la Cruz Santos a indiqué : « ... en plus de nous enseigner la technologie, le média audiovisuel nous permet d'exprimer notre identité culturelle ... d'exprimer les réalités de nos communautés xinca, garifuna et maya. Ce n'est qu'un début, mais grâce à ce projet, nous avons désormais une opportunité de formation d'une très grande importance. »

Les artistes africains embrassent l'ère du numérique

Les industries culturelles en gestation reposent sur l'intégration des nouvelles technologies numériques. Mais leur accès est la plupart du temps un défi pour les pays africains en développement, empêchant la croissance socio-économique et l'émergence de nouvelles formes d'arts et de culture. Fondée il y a une dizaine d'années à Dakar, au **SÉNÉGAL**, Kër Thioassane est devenue une plaque tournante pour la créativité numérique. L'ONG a formé environ 100 artistes africains pour intégrer le multimédia dans toutes les formes d'art. En plus d'acquérir des compétences indispensables, les participants à l'atelier ont découvert les nouvelles possibilités d'expression et de communication numérique. Une plateforme en ligne, Ci*Diguente, où les artistes émergents africains et caribéens peuvent se mettre en réseau et présenter leur travail, a également été mise en place par le projet assurant la durabilité de l'initiative après sa réalisation.

Les jeunes dansent sur un rythme nouveau en Uruguay

Les Afro-Uruguayens font partie des groupes défavorisés du pays ; leur pauvreté et le manque d'infrastructures les empêchent d'accéder à une culture diversifiée. Pendant 200 ans, cette communauté a été identifiée grâce à sa musique rythmée de danses et de percussions de carnaval. En ayant recours à ce moyen, la mairie de Montevideo a engagé des partenaires pour attirer les 150 jeunes qui vivent dans la communauté de Maracana Norte, changeant de nombreuses vies au cours du processus.



Grâce à un centre culturel qui offre des ateliers de musique et de danse, les activités du projet ont pu être organisées par FLACSO-Uruguay (Faculté latino-américaine des Sciences sociales), le Service de Justice et de Paix d'Uruguay (ONG), ainsi que la *comparsa* « La Clinique » - un groupe de musique et de danse.

La coordonnatrice du projet, Malena Lucero, a rappelé qu'au début, les jeunes hésitaient à venir au centre culturel. Peu à peu, ils ont apprécié les activités proposées et fréquenté de plus en plus le centre.

Les ateliers au centre culturel ont donné les cours suivants : des techniques en percussion et en réparation et montage des tambours. Ils ont aussi abordé la danse africaine et *candombe* et ont aidé certains participants à former une *comparsa*. Ce groupe de musique et de

danse a joué dans trois défilés de carnaval. En plus, le centre a été plus qu'un simple lieu de formation : il a aussi fourni un espace sécuritaire aux jeunes pour interagir entre eux et se livrer à des activités créatives. Le membre de la *comparsa*, Sergio Silva, a expliqué comment sa participation à ce groupe a changé sa vie. « Je me suis vu changer physiquement, discuter avec mes voisins, aider mes amis, arrêter de consommer des drogues et je suis retourné travailler », a-t-il expliqué. « Ce programme a complètement changé ma vie ».

Le centre a été plus qu'un simple lieu de formation : il a aussi fourni un espace sécuritaire aux jeunes pour interagir entre eux et se livrer à des activités créatives

Peinture de *candombe* d'artistes urbains sur un mur dans une rue de Montevideo



Et Sergio n'était pas le seul. Environ la moitié des jeunes impliqués avec le groupe de la *comparsa* ont trouvé un emploi ou sont retournés à l'école.

Blanca Lemos, Coordinatrice du Centre culturel et figure centrale de la création de la *comparsa*, a déclaré : « Tant de vies ont été changées, créant une communauté rayonnante d'énergie et pleine de confiance. Les gens ont commencé à voir les choses d'un point de vue positif ».

Le projet a reçu une couverture médiatique positive et les félicitations de la première dame de l'Uruguay, la sénatrice Lucia Topolansky.

FLACSO a également organisé un atelier avec le gouvernement et la société civile sur les questions sociales locales, qui sera reconduit régulièrement. Un guide d'apprentissage et un document conceptuel sur l'utilisation de la *comparsa* pour l'autonomisation sociale ont aussi été produits.

L'identité positive créée par l'apprentissage de nouvelles compétences en musique et le fait d'avoir ses propres expressions culturelles ont aidé à améliorer la cohésion de groupe et l'estime de soi de la population de Maracana Norte. Les membres de la communauté ont exprimé leur joie et leur fierté en voyant leur « vieux rêve » de former une *comparsa* devenu réalité, et le quartier tout entier l'a fêté pendant les défilés.

De nouvelles compétences ouvrent les horizons des artistes togolais

Une étude du gouvernement togolais a récemment conclu que les industries culturelles du pays étaient embryonnaires et avaient besoin d'investissement. Pour soutenir les industries de l'artisanat et du design, la *Coalition togolaise pour la diversité culturelle* s'est efforcée de développer les compétences techniques et commerciales des artistes talentueux. Le Fonds international pour la diversité culturelle de l'UNESCO a fourni un financement à ce projet essentiel.



Atelier de formation par le formateur Sokey (photo ci-dessus) et échange entre des artistes du Togo et du Burkina Faso (photo du bas)

Au cours d'une série d'ateliers sur les techniques d'arts visuels et arts numériques émergents, de nombreux artistes ont acquis une expérience pratique. La formation comprenait, entre autres : des techniques de peinture numérique, des travaux de photographie et l'utilisation de l'Internet pour trouver de l'inspiration, ainsi que l'utilisation de médias sociaux pour promouvoir les créations.

Au cours d'une série d'ateliers sur les techniques d'arts visuels et arts numériques émergents, de nombreux artistes ont acquis une expérience pratique

L'artiste, Adam de Kandé Daa-iyatou-Nekere, qui a participé à l'atelier, a déclaré qu'elle a commencé à voir d'un nouveau regard son travail et les possibilités associées : « J'ai appris à ne pas faire uniquement des batiks ... J'ai appris à faire des designs abstraits et à utiliser des figures géométriques dans mes représentations, » a-t-elle souligné. « Ceci m'a ouvert l'esprit et m'a donné des idées de fabrication de modèles de pagnes textiles, que nous adorons tellement en Afrique parce qu'ils montrent la beauté des Africains et font partie de notre identité », s'est-elle enthousiasmée.

Un voyage d'étude a conduit la jeune artiste de batik et ses collègues à rendre visite à des artistes de Ouagadougou, au Burkina Faso. Pour bon nombre d'entre eux, cette visite aux voisins du Nord était le premier voyage hors du pays, et l'échange artistique s'est révélé être une source de grande inspiration.

« La visite au Burkina Faso m'a permis de voir les différences entre ce que fait le Burkina Faso et ce que nous faisons au Togo. Par exemple, ils utilisent le *jentig* dans le batik, que nous ne connaissons pas ici au Togo. C'est un exemple parmi tant d'autres qui montre la diversité de l'art burkinabé ; j'ai été grandement inspirée par le voyage », a encore mentionné Mme Adam-Nekere.

Des expositions des œuvres des participants, notamment à la Foire de l'Artisanat du Togo, à Lomé en décembre 2011, ont fait connaître les profils des artistes. L'événement de trois jours a fourni aux artistes une plateforme locale et nationale ainsi que l'occasion de côtoyer des professionnels et des membres de la communauté.

Mme Adam-Nekere et M. Komlan Modenu, un jeune peintre participant, ont depuis installé leurs propres ateliers. Prendre part à cette initiative leur a permis, ainsi qu'à leurs pairs, d'améliorer leurs capacités et d'élargir leurs horizons créatifs.

De jeunes talents alimentent une industrie cinématographique en plein essor

Les industries du film et de la télévision de l'**ARGENTINE** sont en plein essor. Une nouvelle génération de jeunes réalisateurs talentueux suscite l'intérêt international eu égard des films argentins remportant les éloges de la critique lors de festivals internationaux ainsi que sur les écrans de cinéma et de télévision du monde entier.

La 8ème édition du festival Young Images in Cultural Diversity a projeté à Buenos Aires 125 courts-métrages réalisés par des enfants et des jeunes latino-américains (âgés de 5 à 25 ans) issus de 24 pays. L'ONG responsable, Fundación Kine, Cultural y Educativa, a également mis en place une exposition, qui a parcouru le pays, et a organisé des ateliers sur les techniques contemporaines par des enseignants et des cinéastes. Les événements ont attiré environ 3 650 visiteurs et ont donné aux jeunes une chance unique de faire partie d'une industrie prospère et prometteuse.

Soutenir une institution nationale vitale

L'école de peinture de Poto-Poto à Brazzaville est reconnue mondialement pour avoir formé de nombreux **CONGOLAIS** et autres peintres africains tels que Marcel Goten et Rémy Mongo-Etsion. L'école a lancé un projet ambitieux de documentation qui voit cette institution de 60 ans développer une base de données précieuse des œuvres d'artistes de l'école. Dans le cadre du même projet, l'école a organisé une formation TIC pour les artistes. La formation a abordé la gestion de leurs réseaux professionnels et la promotion de leurs œuvres par le biais de médias sociaux. Ces nouvelles compétences permettront aux artistes de se connecter avec les autres et d'accéder à des marchés plus vastes pour leurs œuvres.

TCHAD

Théâtre Maoundôh-Culture et l'Institut International du Théâtre
Financement du FIDC : 100 000 US\$

Professionaliser le secteur culturel



Artistes participant au programme d'artiste-en-résidence pour le théâtre

© 2012 Themacult/ITI Tchad et l'Institut International du Théâtre ITI

Un conflit armé a dévasté le Tchad et a longtemps maintenu ce pays enclavé dans une situation d'isolement culturel et artistique. Pour aider à redonner vie aux industries culturelles du Tchad, le Théâtre Maoundôh-Culture et l'Institut International du Théâtre ont organisé des forums intensifs de gestion culturelle et de formation artistique. En mobilisant l'ensemble du secteur culturel et en organisant des réunions d'artistes, l'initiative a aidé à renouveler la perception de la culture au Tchad et à professionnaliser le secteur.

Un kiosque et un site Web pour promouvoir la musique tchadienne ont également été lancés. Ces activités ont aidé de nombreux professionnels culturels à construire un réseau artistique, à développer des compétences et à promouvoir leurs œuvres.

Un programme d'« artistes-en-résidence » pour des musiciens d'une durée d'un mois et un autre « programme de résidence » de 45 jours pour le théâtre ont rassemblé des artistes locaux, ainsi que des artistes de la République centrafricaine et du Cameroun voisins. Deux concerts publics, un CD musical et un DVD de représentations théâtrales ont été produits et sont maintenant disponibles dans le nouveau kiosque offrant ainsi aux artistes un point de vente.

« Il y a longtemps que je me battais pour montrer à mes petits frères que les meilleures choses ne viennent pas seulement d'ailleurs », a expliqué Diego, un des formateurs en musique. « Même ici au Tchad, on peut faire de bons trucs ».

Son message d'espoir a atteint des musiciens émergents comme Kévin Ndiladoum qui a expliqué que la formation l'a aidé à étendre ses compétences. « J'ai appris d'autres techniques en composition, de chant, des techniques de recherche en musique... En plus de cela, j'ai pu partager avec de nombreux artistes », s'est-il enthousiasmé.

Le projet a aussi organisé trois forums de gestion culturelle pour les individus des secteurs du théâtre et de la musique, une formation de quatre jours en administration et gestion des entreprises culturelles et une formation en communication de quatre jours qui ont rassemblé les acteurs culturels.

Pendant les formations, les forums et les programmes en résidence, les participants ont développé des réseaux pour s'assurer que la coopération se poursuive. Aujourd'hui, des réunions régulières ont lieu avec la participation des acteurs culturels intéressés qui se rassemblent pour discuter et partager leurs points de vue sur divers sujets.

« Dans l'ensemble, les participants ont acquis des compétences et des connaissances en art mais aussi en gestion de projets culturels », a expliqué Anicet Djoubana Koublengar, responsable du projet. « Le nouveau site Web (www.themacult.org) permet aux Tchadiens de sortir de leur isolement technologique et sert d'outil coopératif, informatif et promotionnel pour les acteurs culturels au Tchad et dans la région », a-t-il souligné.

Bien que d'autres investissements soient essentiels, Anicet a ajouté que le projet « vit par le kiosque et la distribution des œuvres, par le développement de

nouveaux réseaux d'artistes et par le site Web ; mais aussi par les participants qui ont amélioré leurs compétences et peuvent à présent prétendre à de meilleures conditions de travail et à des œuvres d'une qualité supérieure ».

Un programme d'« artistes-en-résidence » théâtre a rassemblé des artistes locaux, ainsi que des artistes de la République centrafricaine et du Cameroun

La couverture médiatique des activités a soulevé un grand intérêt pour le secteur culturel du Tchad. Depuis la participation à ce projet, l'Observatoire des politiques culturelles en Afrique (OCPA) a considérablement augmenté ses échanges avec les autorités locales. Pendant la mise en œuvre du projet, le Président tchadien a approuvé la première politique culturelle du pays fournissant au Ministère de la Culture un cadre de travail pour investir dans les industries culturelles. Ceci est une source de motivation pour les artistes et les professionnels culturels tchadiens qui sont pressés de voir leurs œuvres atteindre le niveau national voire international.

La musique Steel Pan : pas qu'une simple forme d'art

La Steel Pan, traditionnellement célébrée par les communautés défavorisées de **SAINTE-LUCIE** pendant les festivités du carnaval, est aujourd'hui une forme d'art en souffrance. Elle n'attire guère l'intérêt de la jeune génération sur l'île, en dépit de son potentiel de création d'emplois dans les secteurs culturels. Mandatée pour aider le gouvernement à mettre en œuvre ses priorités culturelles, la Fondation pour le développement culturel évalue l'opportunité de dynamiser les performances de la Steel Pan comme un moyen de lutte contre la criminalité et le chômage chez les jeunes. L'organisation a formé 250 jeunes, réhabilité des centres communautaires de Steel Pan dans des zones faisant partie des plus défavorisées de l'île et a organisé un Festival où les musiciens novices ont fait leur début. Le résultat : de nombreux participants jouent maintenant dans des événements locaux et gagnent de l'argent par leurs représentations.

Fair-play pour les musiciens béninois

La scène culturelle du Bénin est vibrante et la musique s'infiltré dans la vie quotidienne des gens. De petits studios d'enregistrement et clubs de musique ont fleuri autour de la capitale de Cotonou au cours des dix dernières années. Influencés par les sons énergiques des artistes ghanéens et congolais, les musiciens béninois fusionnent le folk traditionnel avec une variété de musiques impressionnantes, y compris le reggae, le hip-hop, le funk, le jazz, la fanfare, la chorale, le gospel, le cabaret, et le rhythm and blues, parmi d'autres.



© Gomez Bruno

La carrière de la musicienne d'Afropoprock béninoise, Sessimè (en photo), a décollé une fois qu'elle a eu la chance de mettre son CD sur le marché grâce au projet novateur Proximus Rezo soutenu par l'FIDC.

Ces œuvres créatives sont cependant exposées à la pratique développée du piratage et à la violation des droits d'auteur. Les gens ont des difficultés à identifier les œuvres originales et ont l'habitude des prix très bas. Par conséquent, les artistes, les producteurs, les promoteurs et les distributeurs ne réalisent pas un bénéfice équitable sur leurs œuvres.

World Rhythm Productions (WRP) a été fondée pour promouvoir les artistes béninois, défendre leurs droits d'auteur et les aider à gagner une vie décente à partir de leur art. Lancé à Cotonou en 2009, l'association culturelle soutient la production audio et visuelle, la distribution, la gestion, la promotion, la conception web et elle organise aussi les tournées des artistes.

Avec le soutien du Fonds international pour la diversité culturelle (FIDC) de l'UNESCO, World Rhythm Productions a fait éclore son initiative *Proximus Rezo*.

Dans le cadre du projet *Proximus Rezo*, quatre musiciens ont été sélectionnés à l'issue d'un concours qui leur a permis d'avoir une promotion pour leur premier CD. Un réseau de vente durable a aussi été créé en louant les services de deux distributeurs et en installant 100 présentoirs dans les salons de coiffure des zones populaires de Cotonou. Là-bas, les CD ont été distribués et vendus aux côtés d'autres disques et films locaux, et aussi promus par la radio et la publicité à la télévision.

Sessimè faisait partie des jeunes musiciens sélectionnés. Partie intégrante de son style Afropoprock, la jeune femme charismatique joue du piano et des instruments à percussion et elle est parfois accompagnée par un orchestre. Artiste, auteur, compositeur et interprète de musique béninoise, Sessimè souligne que le projet *Proximus Rezo* l'a « aidé à atteindre beaucoup de foyers en peu de temps. Il m'a donné confiance en moi et avec les ventes il m'a prouvé que je pouvais aller loin avec ma musique ». Les 3 000 premières copies du CD de Sessimè se sont toutes vendues en deux mois.

Le projet a permis aux entrepreneurs culturels du Bénin de promouvoir de nouveaux talents et de créer un modèle d'entreprise novateur et durable. Des présentoirs soulignaient la valeur des œuvres authentiques et ont fait prendre conscience de l'existence des problèmes de piraterie. La production de masse et la large diffusion ont permis d'afficher un prix abordable pour la population locale, ce qui a augmenté les ventes de CD et générera des gains pour toute la ligne de production artistique. Les profits sont réinvestis dans l'industrie et l'approche sera étendue à d'autres secteurs culturels. Des compagnies de

production locales sont aussi intéressées par ce nouveau réseau alors que les artistes veulent y être associés.

Un réseau de vente durable a aussi été créé en louant les services de deux distributeurs et en installant 100 présentoirs dans les salons de coiffure des zones populaires de Cotonou

Occupée à faire des tournées et à apprécier son succès grandissant, Sessimè voudrait voir un tel soutien s'étendre. Pour elle : « je ne peux que prier pour que les projets qui ont été mis en place pour développer la capacité artistique reçoivent davantage de soutien pour que d'autres artistes puissent aussi en bénéficier ».

Aux artistes en herbe du Bénin, Sessimè s'exprime ainsi : « J'encourage les artistes culturels à croire en eux-mêmes. Je pense que nous avons un très bon futur avec ce genre de réseau de distribution ».

La nation prépare sa coopération culturelle

La mondialisation a poussé les pays du monde entier à investir davantage de ressources et d'attention afin de promouvoir la compréhension mutuelle et l'échange de biens et services culturels, alors que la culture contribue à la prospérité, la paix et le renforcement de la démocratie. Conscient de cette réalité, la **TUNISIE** prépare sa coopération culturelle. Le ministère de la Culture a créé une bibliothèque de références multilingue. Cette initiative vise à devenir une passerelle vers la culture étrangère pour tous les Tunisiens. Des cours de langues étrangères seront offerts par l'intermédiaire de cette bibliothèque de références, surtout pour les jeunes tunisiens. L'infrastructure a été mise en place pour améliorer le travail des chercheurs et des traducteurs. Des séminaires ont été organisés pour sensibiliser le public à cette nouvelle opportunité.

Rencontre avec les artistes du textile emblématique malgache

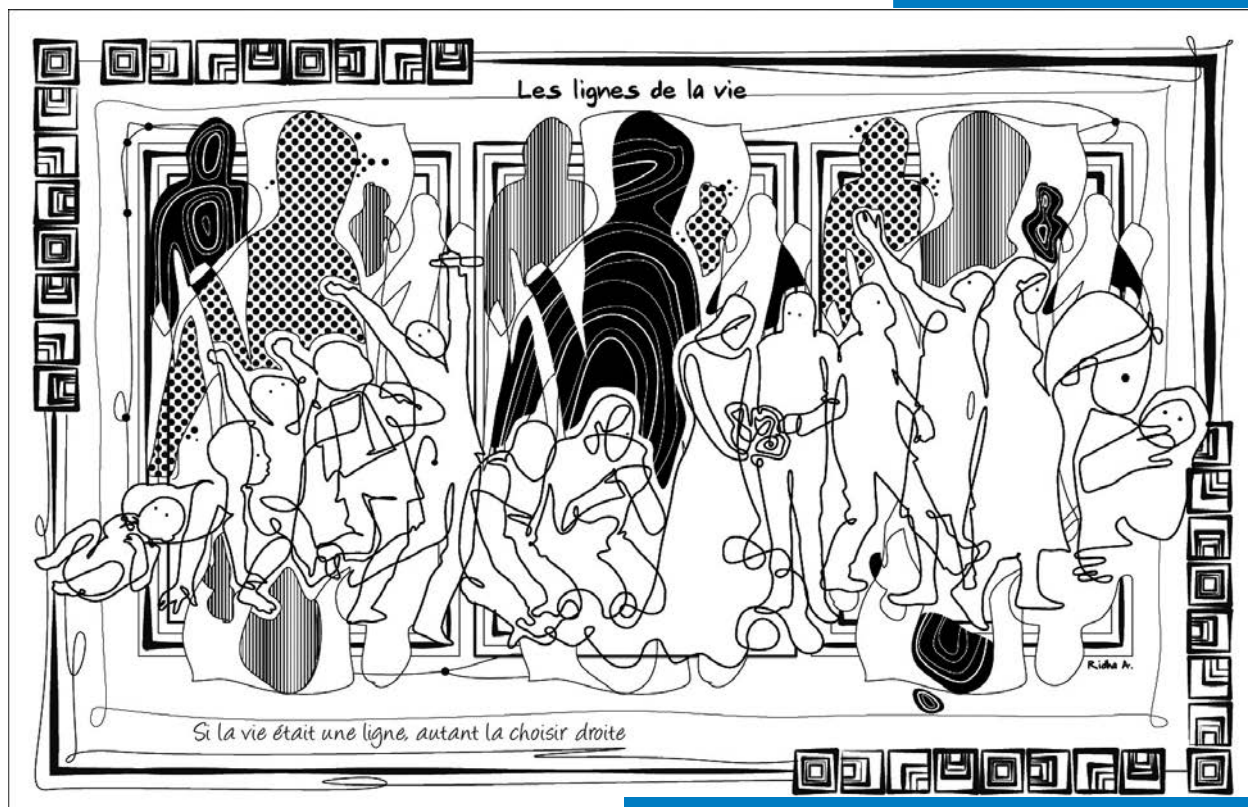
Un partenariat novateur entre les artistes locaux et une organisation non gouvernementale (ONG) a récemment contribué à insuffler une nouvelle vie à l'industrie créative la plus connue de Madagascar ayant pour médium le textile – lambahoany. La production nationale du lambahoany, qui est le symbole emblématique de la société malgache était en déclin depuis les années 90. Ceci était dû, en partie, aux importations importantes de tissus de couleurs bon marché. Ce partenariat avait pour objectif de faire revivre une nouvelle génération de lambahoany et de créer de nouveaux marchés.

Avec le financement du Fonds international pour la diversité culturelle de l'UNESCO, la CITE, l'ONG nationale impliquée, a organisé une formation dédiée aux artistes locaux pour réaliser de nouveaux motifs de lambahoany. L'artiste graphique et vidéographe, Ridha Andriantomanga, était l'une des participants. « Il s'agit de ma première expérience de création de lambahoany. À travers le projet, j'ai eu la chance de découvrir les différentes étapes de sa fabrication et les différentes contraintes techniques, » a-t-elle dit.

Un marketing novateur et cohérent a suscité l'enthousiasme autour du lambahoany moderne produit localement. Plus de 2 000 personnes ont visité une exposition portant sur les imprimés des artistes, tenue dans la capitale, Antananarivo, en décembre 2011. Les

« Le projet a donné aux entreprises l'opportunité de bénéficier de la créativité des artistes et a aidé les artistes à établir des liens avec les entreprises »

créations ont également été largement présentées dans des catalogues et des brochures, dans des galeries d'art et sur des panneaux d'affichage urbains. Par ailleurs, en avril 2012, une projection documentaire a attiré 1 500 visiteurs supplémentaires. La CITE a aussi organisé un forum pour les artistes et les partenaires intéressés afin de les aider à établir des liens commerciaux.



© Ridha Andriantomanga.

Exposition de nouveaux motifs de lambahoany de l'artiste Ridha Andriantomanga à Antananarivo.

Ainsi, la CITE est parvenue à développer un contrat entre les artistes et la compagnie textile Cotona entraînant la production de trois mille lambahoany, dont le premier lot portait les nouveaux motifs actualisés et un message social, provenant des artistes eux-mêmes. Ils sont disponibles sur les marchés depuis mai 2012.

Un autre artiste impliqué, Andrianetrazafy Hemerson, a souligné : « Le projet a donné aux entreprises l'opportunité de bénéficier de la créativité des artistes et a aidé les artistes à établir des liens avec les entreprises ».

Le projet a reconnu le lambahoany comme une forme d'art national et a encouragé le renouvellement créatif de ses motifs. Catie de Balmann, conceptrice du projet, a expliqué l'importance culturelle du lambahoany : « Le lambahoany enveloppe le peuple malgache dans

toute son existence, les hommes comme les femmes, les vivants comme les morts ». Serge Henri Rodin, de l'Université d'Antananarivo, a continué : « Il s'agit aussi et surtout d'un symbole de leur identité enracinée dans les mœurs et rituels. Les porteurs du lambahoany transportent avec eux une des principales images de Madagascar ».

À travers ce projet, les artistes ont gagné en notoriété et accède désormais à un marché plus important. La conceptrice du projet Catie de Balmann travaille à présent avec l'Association des Médiateurs Culturels et d'autres acteurs pour promouvoir une deuxième phase du projet, comprenant de nouveaux motifs et de nouvelles expositions. Il est aussi question de faire une collection de lambahoany pour favoriser l'échange avec d'autres pays et de la commercialiser à l'international.

Apporter l'art à la population

Avec la majorité des Namibiens vivant en milieu rural, le National Art Gallery de **NAMIBIE** a œuvré pour élargir l'accessibilité des services culturels aux enseignants et aux jeunes. S'appuyant sur la réussite de son Projet de sensibilisation mobile, qui utilise une camionnette ornée du slogan « Apporter l'Art au Peuple », la Gallery a mené 15 ateliers sur les techniques artistiques modernes dans les régions de Hardap, Karas et Omaheke. Élèves et enseignants ont eu la chance de voir des copies numériques des œuvres clés de la collection de la Gallery, qui ont été projetées sur écrans géants, et d'en discuter. Le Projet a fourni une occasion rare aux communautés rurales d'être exposées aux arts, en les sensibilisant à la puissance de la culture chez ceux qui sont touchés par la pauvreté, le VIH/sida et les catastrophes naturelles.

Construire un marché de l'audiovisuel au Cameroun

En améliorant l'accès au matériel audiovisuel régional, l'Association camerounaise pour la Promotion de l'Audiovisuel et du Spectacle (APPAS) a créé la première base de données de productions audiovisuelles et cinématographiques centre africaines. L'initiative offre un chemin novateur pour les producteurs et diffuseurs afin de distribuer ou accéder à des œuvres audiovisuelles de qualité. L'initiative de l'organisation non gouvernementale a été financée par le Fonds international pour la diversité culturelle de l'UNESCO.

Dans les années 70 et 80, l'industrie audiovisuelle du Cameroun était une étoile montante en Afrique avec des productions cinématographiques et talents locaux. Cependant, les nouvelles technologies permettant de visionner des films chez soi, le piratage et des structures obsolètes ont entraîné l'effondrement des compagnies de distribution cinématographiques et audiovisuelles et la fermeture de nombreux cinémas. De nos jours, les films atteignent leur marché principal grâce aux festivals et à la télévision.

Grâce au projet, l'APPAS a collecté et numérisé des centaines d'heures de film et de productions audiovisuelles pour créer un paysage audiovisuel régional. La Banque d'Images de l'Afrique centrale, connue sous l'appellation BIMAC, contient 400 œuvres toutes catégories confondues et représente 350 heures de visionnage. Recueil de productions du passé, du présent et du futur, la BIMAC fonctionne comme une vidéothèque communautaire à vocation commerciale.

Le dirigeant de la BIMAC, Rémi Atangana Abega, lui-même directeur et producteur de films, explique que « depuis le lancement, la BIMAC a collecté des films et productions audiovisuelles. Ceci garantit leur calibrage, leur inventaire, leur stockage et leur conservation ».

« Nous avons publié le premier catalogue de films et d'œuvres audiovisuelles disponibles dans notre catalogue et il est commercialisé auprès des chaînes de

La Banque d'Images de l'Afrique centrale, connue sous l'appellation BIMAC, contient 400 œuvres toutes catégories confondues et représente 350 heures de visionnage

télévision locales et internationales ». Il ajoute que : « Pour chaque œuvre audiovisuelle supplémentaire, la BIMAC prépare des supports promotionnels et des négociations auprès des diffuseurs afin de susciter l'intérêt et la vente des droits de distribution aux chaînes. La BIMAC paie aussi aux producteurs dont les films sont vendus, leur part du prix d'achat ».

En plus de collecter, archiver, promouvoir et distribuer les œuvres audiovisuelles africaines, l'initiative rassemble aussi des informations sur les réalisateurs de films, les producteurs, les distributeurs et autres professionnels pertinents, et promeut activement le projet grâce à des associations et réseaux professionnels.

La base de données encourage des productions de qualités et revalorise le paysage audiovisuel et l'art du cinéma au Cameroun et en Afrique

Responsable administratif du projet, Paule Barbara Nga raconte : « La BIMAC a apporté une vague d'espoir pour la distribution des œuvres audiovisuelles et l'art du cinéma au Cameroun. La base de données fonctionne comme une interface, une sorte de relais entre le monde de la production et celui de la diffusion ».

La collection est tournée vers les chaînes de télévision africaines et internationales, les organisations publiques et privées et les administrations, universités, clubs de jeunes et diverses associations professionnelles et culturelles. Elle est accessible directement via la structure de vente et de distribution de la BIMAC, et également en ligne.

La base de données centralisée encourage les producteurs à distribuer par son biais les nouvelles créations audiovisuelles. Alors qu'au cours des dernières années, le secteur a été inondé d'œuvres de mauvaise qualité, la BIMAC garantit désormais un accès à des productions passées et présentes de qualité. La Directrice générale, Patrique Minfoumou explique : « Nous pensons que la base de données peut être utilisée à bon escient et encourager des productions de qualité qui pourraient valoriser le paysage audiovisuel et l'art du cinéma au Cameroun et en Afrique ».

« La BIMAC pourrait encourager la création de films et surtout des films de qualité au Cameroun et en Afrique en général ; notre but est de cultiver un climat de confiance », a-t-elle ajouté.

Les enseignants aident à promouvoir la richesse culturelle du pays

La culture du **PÉROU** est extrêmement riche et diversifiée. Avec un éventail de politiques culturelles en place, son gouvernement, les organisations de la société civile et autres institutions privées ont uni leurs efforts pour promouvoir la culture dans tout le pays. L'ASP.net de l'UNESCO péruvien, constitué de 53 établissements d'enseignement, organise des ateliers régionaux avec des enseignants, des élèves, des parents et des membres de la communauté pour faire connaître davantage l'importance des industries culturelles locales. L'ASP.net met aussi en place une plateforme en ligne en espagnol, quechua, aymara et aguaruna pour centraliser et diffuser des informations sur les expressions culturelles du Pérou.

Les éditeurs conjuguent leurs efforts pour attirer des lecteurs dans tout le pays

L'industrie de l'édition de **MADAGASCAR** cherche à se redynamiser. Avec un taux d'alphabétisation légèrement supérieur à 50 %, la majorité des Malgaches vivant en milieu rural n'a pas accès aux livres. En outre, les livres sont chers, les points de vente rares et les efforts visant à attirer de nouveaux lecteurs ont été minimes. Déterminée à enrayer ce déclin, l'Association des éditeurs de Madagascar a entrepris de transformer la lecture en une activité plus répandue dans tout le pays. L'Association a catalogué tous les livres proposés par les neuf maisons d'édition existantes à Madagascar et a organisé des foires du livre dans trois régions, attirant des dizaines de milliers de visiteurs. Par le lobbying et la collecte de fonds, l'Association a aussi remis à l'antenne une série télévisée qui était populaire dans le passé et qui est consacrée à la radiodiffusion d'actualités sur les nouvelles parutions de livres et sur les meilleures ventes.

Le Forum inspire la Coopération culturelle Asie-Pacifique

De plus en plus de pays en Asie-Pacifique enquêtent sur leurs industries culturelles, considérées comme un élément clé de leur progrès socio-économique. En mai dernier, un forum de trois jours, organisé par le Ministère des Affaires culturelles du Bangladesh, a rassemblé des représentants de 33 pays à Dhaka. L'objectif était d'échanger des expériences et d'explorer comment la *Convention de 2005 de l'UNESCO sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles* peut davantage stimuler les industries culturelles et la coopération internationale dans la région. Ce Forum a conclu ses travaux par l'adoption de la *Déclaration ministérielle de Dhaka sur la diversité des expressions culturelles*. Cette déclaration majeure fournit une base pour la future collaboration des pays participants.

Par des sessions plénières et des discussions, des ministres de la culture, des experts et des représentants de la société civile ont partagé des informations et des connaissances sur toute une gamme de sujets, tels que : les programmes et politiques culturels, les manières de développer des industries culturelles, ainsi que les succès et défis auxquels ils font face dans la promotion et la protection de la diversité des expressions culturelles. L'agenda comprenait aussi l'intégration de la culture dans des programmes de développement durable, et la valeur de l'implication des parties prenantes lorsqu'il s'agit de la gouvernance de la culture.

La Première ministre du Bangladesh, Sheikh Hasina, a ouvert l'événement de haut rang que les médias nationaux ont largement couvert ; l'événement a insufflé de l'élan à tout le secteur culturel. « Je pense que ce Forum... encouragera la cause pour la tolérance, la démocratie,

les droits de l'Homme et la coopération cumulative... », a déclaré Madame Hasina dans son discours.

Avec les industries culturelles et créatives réalisant plus de 3% du PIB mondial et connaissant des taux de croissance très élevés, elle a déclaré que « la diversité culturelle détient les clés pour libérer les énergies créatives dont les sociétés ont besoin aujourd'hui.

Irina Bokova, Directrice générale de l'UNESCO

Avec le soutien du Fonds international pour la diversité culturelle, l'événement a aussi conduit l'UNESCO à mener trois actions : aider à mettre en œuvre la Déclaration de Dhaka ; encourager la coopération régionale parmi les réseaux des professionnels des industries culturelles et intensifier les efforts de sensibilisation sur la Convention au sein des pays de l'Asie et du Pacifique afin d'encourager sa ratification. Les bureaux régionaux de l'UNESCO sont en train de réunir les ressources nécessaires pour aider à atteindre ces buts.

La Directrice générale de l'UNESCO, Irina Bokova, était l'invitée d'honneur de cet événement. Avec les industries culturelles et créatives réalisant plus de 3% du PIB mondial et connaissant des taux de croissance très élevés, elle a déclaré que « la diversité culturelle détient les clés pour libérer les énergies créatives dont les sociétés ont besoin aujourd'hui ».

En participant au forum et en adoptant unanimement la Déclaration de Dhaka, les nations de la région d'Asie-Pacifique ont prouvé leur engagement pour la promotion des industries culturelles et créatives et pour renforcer la coopération régionale dans cette région.

Cette Déclaration est une étape pratique et importante, a souligné Danielle Cliche, Secrétaire de la Convention, qui a participé également au forum. « La discussion entamée à Dhaka est essentielle pour la vision de la Convention afin de promouvoir son engagement universel », a-t-elle souligné.

Les arts du spectacle vont de l'avant

Les arts du spectacle du **NIGER** se sont remarquablement développés au cours de la dernière décennie avec un nombre encourageant de spectacles atteignant les scènes internationales. Cependant, comme c'est le cas pour nombre de pays voisins, les défis à relever vont de pair avec les succès. Le manque d'infrastructures, l'inadéquation des compétences et de la formation et la participation limitée des institutions publiques font que ce secteur émergent gagnerait à se développer davantage. La Compagnie Arène Théâtre est l'un des principaux organismes locaux qui œuvre pour professionnaliser la production théâtrale en formant des écrivains dramatiques de talent ainsi que des gestionnaires et administrateurs indispensables. Une série d'ateliers a été proposée en ce sens. Préconisant une aide importante et plus stratégique des autorités, un séminaire a eu lieu avec près de 100 participants, entraînant ainsi la mise en place du premier réseau de compagnies théâtrales du Niger.

La ville de Dhaka a accueilli le Forum ministériel avec grand enthousiasme.



Les diplômés de YAKAAR stimulent le secteur des arts du spectacle ouest-africain

L'Afrique de l'Ouest bénéficie d'une production de musique d'une variété des plus stupéfiantes au monde. Basée au Sénégal, une capitale pour les fans de musique du monde, Optimiste Productions fait partie des principaux producteurs de produits audiovisuels, de spectacles en direct et de festivals dans la région. Récemment, l'organisation a utilisé le soutien du Fonds international pour la diversité culturelle de l'UNESCO pour aider à établir un centre de formation indispensable pour aider les jeunes professionnels de l'industrie, dans toute l'Afrique de l'Ouest, à obtenir des compétences spécialisées.

Des étudiants du centre de formation YAKAAR pour les arts du spectacle d'Afrique de l'Ouest testent leurs nouvelles compétences.



© YAKAAR.

Suite à un processus de sélection des étudiants, en 2011, le Centre YAKAAR pour les Arts du Spectacle a ouvert ses portes à un grand nombre de stagiaires venant du Bénin, du Burkina Faso, du Cameroun, du Tchad, du Mali, de Mauritanie, du Nigéria, du Sénégal et du Togo. Les professionnels participants ont suivi des cours de quatre mois dans les domaines du son, de l'éclairage, de l'électricité et de la scénographie. Ils ont aussi acquis des connaissances sur les droits d'auteurs, le financement, la planification budgétaire et l'organisation de festivals de musique.

YAKAAR signifie « espoir » en *Wolof*, une langue très répandue en Afrique de l'Ouest. Fidèlement, le participant togolais Edem Kodzo Agbevohia a déclaré que le Centre lui a permis d'étendre ses horizons professionnels.

« La formation m'a donné une base solide pour organiser un grand événement d'une manière professionnelle », a-t-il expliqué. « À présent, je sais comment gérer l'équipe qui m'est disponible, et analyser les aspects techniques, logistiques et de sécurité avec une approche pratique et adaptée ».

La formation était suivie d'un stage de six semaines dans des lieux privilégiés comme le grand théâtre ou des chaînes de radio et de télévision. Un autre participant Abdoulaye Ben Diatta, du Sénégal, a dit que cet élément du programme pratique était une réelle opportunité pour rencontrer des experts et des professionnels

Le Centre YAKAAR des arts du spectacle a établi un centre de formation indispensable pour aider les jeunes professionnels de l'industrie, dans toute l'Afrique de l'Ouest, à obtenir des compétences spécialisées

des principaux médias. « Nous avons découvert des technologies de dernière génération... grâce à ce programme nous avons développé un partenariat avec le Directeur de TV5 Afrique », a-t-il déclaré.

En plus des compétences et de l'expérience pratique acquises, les participants ont aussi eu la chance de développer des relations personnelles et professionnelles durables avec d'autres jeunes professionnels.

Avec le premier groupe de participants utilisant à présent leurs compétences et leurs nouveaux réseaux au travail, ce nouveau projet a reçu des éloges ainsi qu'une couverture médiatique positive. Cette reconnaissance a aidé YAKAAR à gagner la confiance des partenaires existants et futurs. En attendant, les participants sont à présent une ressource de valeur pour le secteur des arts du spectacle régional et YAKAAR envisage de fournir un mentorat aux futurs étudiants.



Une bouffée d'air frais pour le théâtre contemporain africain

La scène théâtrale contemporaine d'Afrique est en pleine expansion, mais il y a encore beaucoup de place pour la formation du métier d'acteur, en écriture dramatique, en scénographie et en direction générale. Basée au **BURKINA FASO**, la Compagnie Théâtrale Falinga s'est formée en 2002 avec l'ambition de créer un espace unique pour artistes en résidence afin que les professionnels du théâtre de la région acquièrent de l'expérience, des compétences et de l'inspiration. Récréatrices, un festival annuel de théâtre international est né, et sa 7ème édition a eu lieu cette année. Pendant six semaines, des professionnels du Tchad, du Niger, de la Guinée et du Burkina Faso se sont réunis pour partager et échanger leurs créations et leurs techniques.

Une étude importante lève le voile sur le « Cinéma Invisible » d'Amérique latine

Si la radio communautaire a fait parler d'elle, le cinéma communautaire en Amérique latine et aux Caraïbes « est presque aussi invisible que les communautés qu'il représente », déclare l'expert en chef Alfonso Gumucio Dagron. Il était le coordinateur et un des sept chercheurs qui ont réalisé récemment la première étude dans le genre sur le secteur du cinéma communautaire grandissant de la région.

L'avancée technologique permettant plus facilement à tout un chacun de créer ses propres produits audiovisuels, l'Amérique latine et les Caraïbes sont les témoins du plein essor du cinéma communautaire. Les groupes moteurs sont des peuples autochtones, des femmes, des jeunes, des afro-descendants, des travailleurs migrants, des personnes handicapées et beaucoup d'autres encore qui sont trop souvent ignorés par les médias grand public.

Cette recherche sans précédent s'est concentrée sur la compréhension de la méthode de production et de diffusion du cinéma communautaire, ainsi que sur son impact, en documentant les expériences de 55 communautés dans 14 pays. L'étude a été pensée par l'organisation non gouvernementale basée à Cuba, *Fundación del Nuevo Cine Latinoamericano*, avec le soutien du Fonds international pour la diversité culturelle de l'UNESCO.

L'étude a mis la lumière sur un monde dynamique et varié de productions audiovisuelles, avec des communautés créant des documentaires, des longs métrages, du contenu télévisuel et beaucoup plus encore. De même, il a été découvert que la diffusion s'effectuait par des réseaux, des ciné clubs, des centres culturels, des églises, des syndicats, des festivals, des présentations, des événements spéciaux, des écoles et

autres espaces éducatifs, des média électroniques, des DVD et des sites Web.

Souvent ce n'était pas le produit fini mais le processus de développement qui était primordial. La participation de la communauté est au cœur de ce processus. Par exemple, le groupe Mascaró en Argentine a organisé des projections avec des personnes qui ont fourni leur témoignage dans le cadre d'un projet audiovisuel qu'ils développaient. L'idée était de tester et de discuter différentes manières pour articuler et éditer le matériel.

« Le cinéma communautaire reflète la relation intime entre la communication, la culture et le changement culturel », a souligné Gumucio Dagron.

En termes d'impact, l'étude a révélé que le cinéma communautaire a revigoré l'identité et l'organisation des communautés, en améliorant très souvent leur sentiment d'estime de soi et de confiance en soi. Le cinéma communautaire va au-delà des groupes. Il permet à un public plus large de s'identifier et de se retrouver dans les récits de vie qui ne sont pas diffusés dans les médias grand public.

L'étude a aussi conclu que des lois et politiques publiques pour la promotion des droits des communautés à



Une étude sans précédent impliquant des experts de différents pays a récemment révélé l'importance grandissante du cinéma communautaire dans quatorze (14) pays d'Amérique latine et des Caraïbes.

© IRIPAZ

communiquer étaient un besoin urgent dans toute la région.

« La recherche a renforcé la notion que le cinéma n'est plus le privilège de quelques professionnels... mais il représente un moyen de communiquer qui appartient à tous les peuples et toutes les communautés d'Amérique latine et des Caraïbes », affirme Gumucio Dagron. « Nous espérons que la recherche engagera les États et les institutions publiques et privées à concevoir des politiques et des stratégies qui promouvront le cinéma communautaire ainsi que le droit à la communication ».

« Nous espérons que la recherche engagera les États et les institutions publiques et privées à concevoir des politiques et des stratégies qui promouvront le cinéma communautaire »

L'étude a enrichi considérablement la connaissance sur le cinéma communautaire dans la région, alors que les résultats ont déjà suscité beaucoup d'intérêt. Les chercheurs partagent leurs découvertes à grande échelle et des actions de suivi vont bientôt démarrer pour développer des études de cas avec des témoignages audiovisuels d'une dizaine des expériences identifiées dans cette étude.

Les pays impliqués dans cette recherche sont : Argentine, Bolivie, Brésil, Colombie, Cuba, Chili,

Équateur, Guatemala, Mexique, Nicaragua, Paraguay, Pérou, Uruguay et Venezuela. Le rapport final peut être téléchargé à partir du site Web du FNCL :

www.cinelatinoamericano.org/ocal/texto.aspx?cod=16630

Un séminaire de sculpture sur pierre influence la politique

La sculpture sur pierre de Kisii traditionnelle provenant de la région de Tabaka, au **KENYA**, a évolué pour inclure des sculptures d'art contemporain et des installations que l'on retrouve aujourd'hui dans le monde entier. Pour tirer le maximum de ces œuvres, Design Power Consultants a organisé un colloque sur la sculpture sur pierre et a été l'hôte d'une exposition réunissant les grands sculpteurs du Kenya et 300 participants de 12 pays. Alors que se tenait cet événement, 2 000 personnes visitaient une exposition de sculpture sur ce même thème.

Suite aux recommandations formulées par le colloque, le ministère de l'Éducation a rapidement pris action sur deux d'entre elles. L'une consistait en ce que les enseignants d'arts créatifs dans la fonction publique acquièrent les mêmes droits que tous les autres enseignants de la formation continue. La deuxième voulait que le ministère enregistre l'Institut africain de la culture et du développement, afin qu'il accomplisse la fonction de former des communautés rurales à la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles.

Liste des projets financés par le FIDC en 2010 et 2011

AFRIQUE

AFRIQUE DU SUD	Mobilisation de fonds pour financer les industries culturelles	59 935 US\$	2010
	Soutien à l'entrepreneuriat créatif en Afrique du Sud et aux productions artistiques à partir de matériaux recyclés	81 000 US\$	2011
BÉNIN	Élaboration de nouveaux modèles économiques pour l'industrie musicale	20 000 US\$	2010
BURKINA FASO	Promotion du rôle de la culture dans le développement national	60 813 US\$	2010
	Un festival pour soutenir de nouveaux projets de théâtre	35 000 US\$	2010
CAMEROUN	Création d'une banque de données sur les productions audiovisuelles africaines	80 000 US\$	2010
CONGO	Initiation des artistes congolais aux TIC	50 000 US\$	2010
CÔTE D'IVOIRE	Mise en valeur du potentiel culturel de Yopougon	29 892 US\$	2010
KENYA	Cartographie des industries culturelles	100 000 US\$	2010
	Développement et promotion de la sculpture sur pierre	35 000 US\$	2010
	Création d'opportunités pour les communautés autochtones dans les industries culturelles du Kenya	95 547 US\$	2011
MADAGASCAR	Développement de la production et de la commercialisation des lambahoany	26 563 US\$	2010
	Soutien au secteur de l'édition	44 985 US\$	2010
MALAWI	Développement des industries culturelles du Malawi	10 000 US\$	2011
MALI	Promotion de la Convention de 2005	67 268 US\$	2010
MOZAMBIQUE	Combattre le chômage des jeunes à l'aide des industries culturelles	65 000 US\$	2011
NAMIBIE	Promotion de l'expression artistique des groupes vulnérables	5 000 US\$	2010
NIGER	Formation des professionnels du théâtre	30 588 US\$	2010
	Renforcement des capacités pour la promotion des industries culturelles émergentes au Niger	80 000 US\$	2011
SÉNÉGAL	Laboratoire de formation pour la création numérique	50 000 US\$	2010
	Yakaar : Centre de formation aux arts du spectacle	40 000 US\$	2010
	Formation des responsables culturels sénégalais dans la mise en œuvre de la politique culturelle	99 550 US\$	2011
TCHAD	Professionnalisation des artistes du spectacle	100 000 US\$	2010
TOGO	Soutien à l'artisanat togolais	29 500 US\$	2010
	Elaboration d'un plan stratégique pour mettre en œuvre des politiques culturelles au Togo	98 698 US\$	2011
ZIMBABWE	Mesurer l'apport économique des industries culturelles du Zimbabwe	99 023 US\$	2011

ÉTATS ARABES

TUNISIE	Création d'une bibliothèque de référence multilingue	30 000 US\$ 2010
	Renforcement du secteur du livre en Tunisie	50 000 US\$ 2010

ASIE ET PACIFIQUE

BANGLADESH	Réunion ministérielle pour encourager la ratification de la Convention dans la région Asie-Pacifique	38 000 US\$ 2010
CAMBODGE	Association de jeunes artistes pour le développement des futures industries culturelles du Cambodge	81 341 US\$ 2011
LAO RDP	Séminaire sur la mise en œuvre de la Convention de 2005	5 000 US\$ 2010
TAJIKISTAN	Renforcement et diversification de la production musicale au Tadjikistan	85 000 US\$ 2011

AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES

ARGENTINE	Festival de courts métrages pour les jeunes talents	58 973 US\$ 2010
	La formation professionnelle au service de l'emploi dans les arts du spectacle	99 886 US\$ 2010
BARBADE	Promotion de l'exportation de la musique caribéenne vers le marché nord-américain	100 000 US\$ 2011
BRÉSIL	Production de programmes pour enfants par des réalisateurs autochtones au Brésil	97 580 US\$ 2011
CUBA	Enquête sur la production audiovisuelle en Amérique latine et dans les Caraïbes	45 080 US\$ 2010
GRENADE	Élaboration d'une politique culturelle globale	42 000 US\$ 2010
GUATEMALA	Promotion de la participation des peuples autochtones dans les industries culturelles	97 744 US\$ 2010
MEXIQUE	La mise en œuvre de la Convention de 2005 est l'affaire de tous	30 344 US\$ 2010
PÉROU	Plateforme d'information sur la diversité des expressions culturelles au Pérou	70 850 US\$ 2010
SAINTE-LUCIE	Soutien à la tradition musicale des Steel Pan (instruments de percussion métalliques)	49 664 US\$ 2010
SAINT-VINCENT-ET-LES GRENADINES	Réforme des politiques culturelles nationales de Saint-Vincent-et-les Grenadines	43 605 US\$ 2011
URUGUAY	Projet Comparsa de promotion de la participation sociale par la musique	65 500 US\$ 2010
	Promouvoir la créativité et la participation culturelle pour atténuer la pauvreté en Uruguay	95 115 US\$ 2011

EUROPE DU SUD-EST

BOSNIE- HERZÉGOVINE	Cartographie de l'industrie du film en Bosnie-Herzégovine	35 700 US\$ 2011
CROATIE	Réglementation du marché du livre et promotion de la lecture en Croatie	26 000 US\$ 2011
SERBIE	Activités de développement professionnel pour entrepreneurs culturels en Serbie	97 250 US\$ 2011



Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture

Convention sur la protection et
la promotion de la diversité
des expressions culturelles

Fonds international pour la diversité culturelle

Le Fonds international pour la diversité culturelle (FIDC) a été créé par la Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles. En 2005, les dirigeants du monde entier se sont réunis à l'UNESCO et ont inscrit cette Convention dans le droit international. Elle veille, notamment, à ce que les artistes, les professionnels de la culture et les citoyens aux quatre coins du monde puissent créer, produire, diffuser et jouir d'un large éventail d'activités, de biens et de services culturels, y compris des leurs.

Section de la diversité des expressions culturelles
Division des expressions culturelles et du patrimoine
Secteur de la culture
UNESCO
1, rue Miollis - 75732 Paris
Cedex 15, France

Fax : +33 1 45 68 55 95
E-mail : IFCD.Convention2005@unesco.org
www.unesco.org/culture/fr/2005convention/

Réalisé avec le soutien du gouvernement espagnol

